

Osez le féminisme!

Le journal

n° 61, août 2022

DOSSIER

BILAN

Cinq ans après #MeToo

ÉDITO

Lancé aux États-Unis et arrivé en France à l'automne 2017, #MeToo a bien secoué les réseaux sociaux. Et c'est tout? Cinq ans après, voyons ce que ce mouvement féministe mondial a changé au niveau de la justice, dans le traitement médiatique des affaires de violences sexistes et sexuelles et plus globalement dans la société à travers nos définitions des mots désir et consentement.

Au sommaire également: un appel à rejoindre le groupe Abolition d'Osez le féminisme! où s'engage une lutte au long cours contre deux piliers d'un même système misogyne: pornographie et prostitution; un soutien à nos soeurs ukrainiennes, un femmage pour découvrir l'écologue américaine Donella Meadows et une interview de l'historienne des femmes Michelle Perrot. On vous suggère une série, The Wilds, autour du matriarcat, et on chronique le sexisme ordinaire avec Barbie, le célèbre jouet pas si inoffensif. Bien sûr, on partage toujours nos colères et coups de cœur en brèves, courtes mais fortes!

DANS CE NUMÉRO

ACTU

L'abolitionnisme,
au cœur de nos valeurs

OLF EN ACTION

Soutenir les Ukrainiennes

FEMMAGE

Donella Meadows

INTERVIEW

Michelle Perrot

ORGANISATION

EQUIPOP

À LIRE, À VOIR

The Wilds

Misogynie et anti-féminisme : grands gagnants de l'élection sud-coréenne

Le 9 mars 2022, la Corée du Sud a élu son nouveau président, Yoon Seok-youl. Un quinquennat qui ne s'annonce pas optimiste pour la cause des femmes.

En effet, ce conservateur de 61 ans, anti-féministe assumé, avait annoncé la couleur dès le début de la campagne en promettant la suppression du ministère de l'égalité des sexes. Soutenant que les coréennes ne souffraient pas de discrimination systémique, propos pourtant contradictoire avec les statistiques, il a multiplié les remarques misogynes en rendant donc les féministes responsables de la baisse de la natalité que connaît le pays depuis plusieurs années.

Le pays avait pourtant bénéficié avec #MeToo d'un bel élan d'émancipation pour les femmes. Mais, s'en était suivi un mouvement réactionnaire anti-féministe émanant d'une jeunesse masculine sud-coréenne bousculée dans ses privilèges. C'est dans ce climat aux allures de guerre des sexes que Yoon Seok-youl, largement soutenu par cet électorat masculin, s'est finalement imposé.

[LAURANE PITOTSET](#)

Chroniques France Inter, Anne-Cécile Mailfert et Cécile Duflot

La saison dernière de France Inter fut particulièrement riche avec l'arrivée de deux chroniqueuses engagées. Anne-Cécile Mailfert, présidente de la Fondation des femmes, officie tous les vendredis pour une chronique sous forme épistolaire qui fait rentrer les femmes dans l'actualité. Parmi ses billets les plus poignants, on peut citer la lettre adressée à une Afghane au moment du départ des Américains du pays en août dernier, ou celle adressée à Lorraine, victime de viol qui pousse les portes d'un commissariat pour porter plainte. Elle a également écrit des lettres en femmage à bell hooks et Gisèle Halimi.

Au même moment, Cécile Duflot, ex-ministre du logement, actuelle présidente d'Oxfam France, faisait aussi ses premiers pas à la radio avec brio. Elle y propose tous les mardis une chronique sur le triptyque écologie – féminisme – inégalités sociales avec un regard tourné vers l'international particulièrement aiguisé. Les chroniques sont disponibles sur le site de la station et sur Youtube.

[THILLETTE O](#)

« Déconstruisez vos idoles », le cas Léo Grasset

Le 23 juin 2022, Médiapart¹ signe un article qui retourne Twitter pendant plusieurs jours. 8 femmes accusent Léo Grasset de « DirtyBiology », vulgarisateur scientifique, de violences psychologiques, sexuelles, harcèlement et viol.

En interne, l'attitude de Grasset est connue depuis plusieurs années mais reste tue. Dès 2016, « Lisa », jeune vidéaste, dénonce son viol et la sphère se retourne contre elle. C'est une période de moqueries intenses où Léo et ses ami-es vont la décrédibiliser et nuire à sa réputation. À l'époque encore sous emprise, la vidéaste Manon Brill participe à ce lynchage, entraînée par Grasset qui a énormément de poids dans le milieu de Youtube.

Mais lors du premier confinement, les langues se délient enfin et la sororité qui résulte des révélations est salvatrice aux victimes.

C'est donc un énième rappel à déconstruire nos idoles : comme le dit Manon Brill, Grasset est loin d'être le premier youtubeur agresseur et collectivement nous pouvons faire en sorte que ce soit le dernier.

[ANNE RONCO](#)

1 <https://cutt.ly/KZtIF4d>

Bécassine, première héroïne de BD

Depuis l'origine de la bande dessinée, les personnages féminins existent. Surtout en faire-valoir des messieurs ou en mères de famille. En 1905, une adolescente change la donne. Dans le premier numéro de l'hebdo pour jeunes filles *La Semaine de Suzette* du 2 février 1905, Bécassine apparaît. Suite à la défection d'un auteur, Jacqueline Rivière et le dessinateur Émile-Joseph-Porphyre Pinchon imaginent une Bretonne quittant sa région pour Paris. Annaïk Labornez vient de la campagne pour être « bonne d'enfant » chez la marquise de Grand-Air. Elle découvre la vie bourgeoise, ici prétexte à critique sociale. Elle dépasse les limites bien-séantes. Cela amuse le lectorat à qui il faut apprendre à devenir des demoiselles modèles. Souvent décriée comme vision négative de la Bretagne ou de la Picardie, Bécassine est la première héroïne de bédé qui n'est pas sexualisée. Elle critique le patriarcat encore aujourd'hui. Sa candeur cache un message fort, bien que ce soient des hommes à la plume et au crayon.

[PRISCA](#)

L'ABOLITIONNISME

au cœur des valeurs et de l'action d'Osez le féminisme !

Dès 2012, Osez le féminisme ! s'engage avec des collectifs abolitionnistes pour mener campagnes et interpellations publiques jusqu'au vote, en 2016, de la loi portée par la députée Maud Olivier, soutenue par Laurence Rossignol, alors Ministre des droits des femmes. Allons plus loin !

Nous voulions cette loi

En avril 2016, la France se dotait d'une loi définissant la prostitution comme une violence sexuelle.

Les 4 piliers de celle-ci luttent contre l'ensemble du système prostitutionnel : renforcer les moyens contre le proxénétisme et la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle ; pénaliser les « clients » prostitueurs pour les violences qu'ils commettent ; accompagner des personnes en situation de prostitution vers des parcours de sortie ; promouvoir une éducation sexuelle féministe.

Aujourd'hui nous voulons plus, et mieux !

Nous voulons que la loi soit mieux appliquée, avec plus de moyens, et que l'Europe adopte une politique abolitionniste, pour ranger cette violence au musée des horreurs. Les corps des femmes ne sont pas à vendre !

La circulaire pour les parcours de sortie est une bonne nouvelle. Mais le volet « pénalisation des clients », mal appliqué, doit être renforcé. Et une politique d'éducation à la sexualité doit être mise en place pour prévenir le fait prostitutionnel. Le système prostitutionnel prend sa source dans la demande des prostitueurs, des hommes qui profitent de leurs privilèges pour imposer un acte sexuel non désiré : un viol tarifé.

Sans client, pas de prostitution !

Notre lutte inclut la pornographie, liée au proxénétisme et à la traite des êtres humains. La porosité entre prostitution et pornographie est de plus en plus évidente.

L'impunité des pornographes, entretenue par le flou juridique, tombe peu à peu.

Deux enquêtes sur le porno ont été ouvertes en 2020. L'une dite « French Bukkake » a conduit à l'arrestation et la mise en examen du producteur de vidéos Pascal Op et son complice ; puis en octobre 2021, à la mise en examen de quatre « acteurs » pour viols commis en tournages. L'enquête contre *Jacquie et Michel* a conduit en juin 2022 à l'arrestation et mise en examen de Michel Piron, le propriétaire, et de ses complices, pour viols en réunion, traite des êtres humains en bande organisée et proxénétisme aggravé. Ces chefs d'accusation sont clairs !

Non la pornographie n'est pas du cinéma ! Ce sont des violences réelles, d'une cruauté inimaginable. Ce sont des crimes, c'est pour ça qu'il y a eu des arrestations et qu'un procès historique va se tenir !

Nous nous réjouissons que la justice s'attaque aussi aux commanditaires que sont les entreprises type *Jacquie et Michel* qui tirent des profits colossaux de l'exploitation des filles et des femmes en produisant des contenus de plus en plus trash, violents, dégradants au mépris du principe universel de la dignité humaine.



Le groupe Abolition d'Osez le féminisme !

Le groupe se réunit deux fois par mois. Ses travaux portent sur :

- Mieux informer le grand public en ce qui concerne la prostitution, la pornographie et la gestation pour autrui ;
- Un atlas de la prostitution en Europe. Nous devons mieux connaître nos ennemis pour mieux les combattre. Les enjeux abolitionnistes sont mondiaux et la traite des êtres humains à des fins prostitutionnelles est géopolitique. De plus, des collectifs pro-prostitution et porno pratiquent un lobbying intensif à l'ONU, dans l'Union Européenne, à la Cour Européenne des Droits de l'Homme pour maintenir le système en place ;
- Préparer les procès contre la pornographie dans lesquels OLF est partie civile.

Vous pouvez toutes participer aux travaux de ce groupe : nos réunions se déroulent en visio et les dates sont transmises via l'agenda militant. Rejoignez le groupe !

OLF EN ACTION !



La cagnotte solidaire pour soutenir les Ukrainiennes

14 avril 2022, 8h00, France Inter.

Le témoignage d'Ekaterina est effroyable.

Cette mère de famille raconte l'occupation de sa maison par des soldats à Boutcha, devenue le symbole de la barbarie russe. Des viols quotidiens, à répétition, devant sa fille de 13 ans et la torture psychologique qui suivra avec le meurtre d'une femme commis devant elle. Puis les accusations par les hommes de son entourage de ne pas avoir tenté d'empêcher cela. Quoi qu'elles fassent, les femmes sont en tort, même après avoir subi les pires atrocités.

Depuis le 24 février dernier, la Russie enfonce chaque jour un peu plus l'Ukraine dans l'horreur. Et comme dans la plupart des guerres, les femmes en sont les premières victimes. Le viol comme arme de guerre est toujours aussi répandu et

utilisé de manière systémique pour tuer les femmes dans leur chair ; mais également culpabiliser les survivantes et les obliger à continuer leur vie en survivant plutôt qu'en vivant, comme en témoignent les mots d'Ekaterina : « je crois, mais je ne suis pas sûre, que nous avons survécu ».

Face à ces crimes de guerre qui ont forcé les femmes seules ou avec enfants à l'exil, Osez le féminisme ! a lancé le 18 avril une cagnotte solidaire pour les soutenir. Le but est de récolter de l'argent mais également de la nourriture, des vêtements, des produits d'hygiène, médicaux et infantiles, ainsi que tout autre matériel identifié comme urgent par l'ambassade d'Ukraine en France.

Les dons permettent également de distribuer le guide du Réseau européen des femmes migrantes qui contient des informations sur leurs droits, les procédures d'asile de chaque pays et les moyens d'identifier et ainsi d'éviter les réseaux de prostitution et de traite des êtres humains.

Enfin, OLF s'est associée à l'association MaMaMa pour que ces fournitures soient acheminées le plus efficacement possible à ces femmes grâce à la mise à disposition de plus de camions.

La cagnotte s'est terminée le 15 juillet 2022. 3 000 € ont été collectés.

[TUILLETTE O](#)

LE GRAND MOT

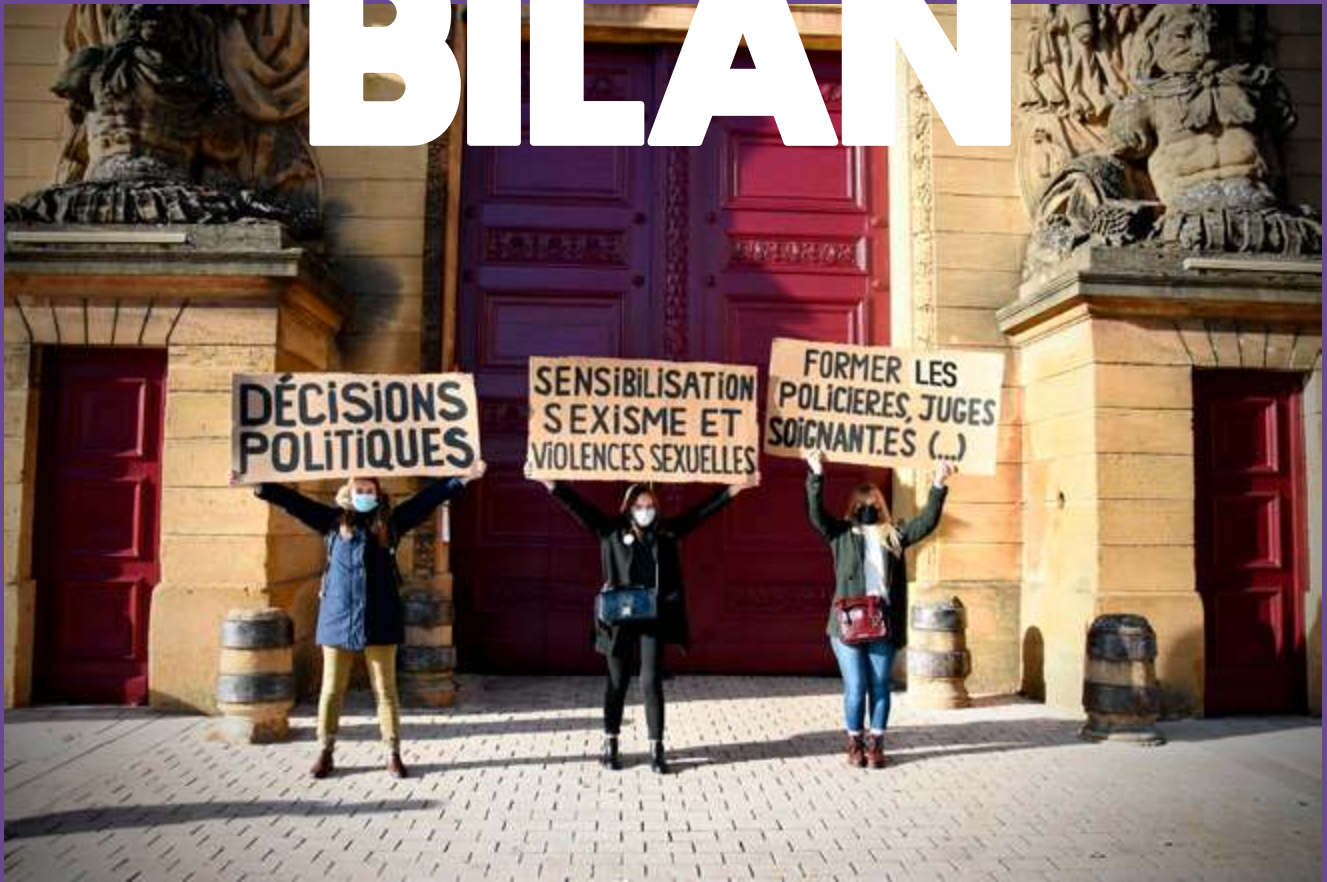
LA « FALAISE DE VERRE » ou quand les femmes sont utilisées par le patriarcat

Les femmes sont sous plafond de verre quand elles subissent des freins - virils ! - à leur évolution. Elles sont acculées au bord d'une falaise de verre quand une responsabilité leur est confiée dans une crise alors qu'il est trop tard (diriger une entreprise en déficit, un parti affaibli depuis des années, etc). En apparence, cette démarche de reconnaître les compétences des femmes est féministe. C'est en réalité un piège, une promotion empoisonnée. C'est un stratagème de dirigeants qui font croire à une volonté de changement alors qu'elle n'existe pas. Les femmes sont d'autant plus susceptibles d'accepter ce rôle qu'elles ont en général moins

d'informations qui leur permettraient de sentir l'arnaque. Quand l'échec se confirme, elles sont accusées d'être responsables alors que les dirigeants sont félicités d'avoir voulu promouvoir une femme ! Ces femmes subissent épuisement professionnel, stress supplémentaire. Nous subissons toutes les effets secondaires puisque la falaise de verre renforce les stéréotypes de genre : pseudo incompetence, prétendue empathie naturelle, etc. Et c'est encore plus vicieux quand les femmes subissent plusieurs discriminations systémiques (racisme, validisme, etc) !

[ANNE-LISE RTAS](#)

Cinq ans après #MeToo, **BILAN**



#MeToo est un véritable mouvement féministe mondial. Lancé en 2006 par Tarana Burke, le hashtag devient viral aux USA avec l'affaire Weinstein en 2017. En France, il arrive via #BalanceTonPorc, par Sandra Muller qui dénonce en 2017 son patron et invite les femmes concernées à faire de même. Osez le féminisme ! en était aussi, contre Polanski, pédocriminel célèbre. Le mouvement s'est démultiplié : en politique, dans le sport, les médias, le cinéma, parmi les vidéastes youtube, dans l'animation sociale et culturelle, l'enseignement supérieur, la médecine, etc. Plus de 5 ans ont passé, ce n'est pas fini ! Dans ce dossier, nous abordons les effets de #MeToo dans la vie réelle, au-delà des réseaux sociaux. Quels changements dans la justice, le traitement médiatique des affaires de violences sexistes et sexuelles, et globalement dans la société ? Où sont les verrous qui empêchent encore les femmes ayant subi des violences masculines de les dénoncer, d'obtenir justice et de poursuivre leur vie ?

DANS CE DOSSIER

Les femmes dénoncent sur les réseaux sociaux, la justice ne les entend toujours pas

Zoom : Aux origines de #MeToo, rappels sur l'affaire Weinstein

#MeToo avant/après : évolution du traitement médiatique des affaires sexistes et sexuelles

Zoom : La culture après #MeToo

Ce que #MeToo change dans la société : parlons consentement & désir

Les femmes **DÉNONCENT** sur les réseaux sociaux, la justice ne les **ENTEND toujours pas**

#MeToo a aidé la libération des paroles des victimes via les médias. Depuis octobre 2017, beaucoup ont témoigné publiquement des expériences traumatiques subies, sur les réseaux sociaux et au-delà. Le nombre de plaintes déposées augmente, +33% entre 2020 et 2021 sur les violences sexuelles. Mais nombreux sont les faits ni rapportés, ni condamnés. Quels sont ces facteurs freinant des verdicts justes ?

Suite à #MeToo sont parus plusieurs textes législatifs, dont la loi n°2018-703 du 3 août 2018, dite Loi Schiappa, qui vise à améliorer la répression des violences sexistes et sexuelles.

Mais les avancées des systèmes judiciaire et pénal en termes de lutte contre les violences sexistes et sexuelles, pourtant grande cause des deux quinquennats Macron, sont insuffisantes. Le Conseil de l'Europe dénonçait en 2019 une série de manquements pour la défense des victimes.

Il pointe notamment l'inadéquation de la définition juridique d'un viol. Elle n'aborde pas la notion de consentement et alimente la croyance populaire et fautive selon laquelle ces agressions et crimes sont commis de nuit par un inconnu imposant une « pénétration sexuelle par violence, contrainte, menace ou surprise ». Pourtant 91% des victimes connaissent leur agresseur (1). Cela renvoie au cliché de « victime parfaite », médisance utilisée pour

décrédibiliser, juger responsable la plaignante et ainsi minimiser ou ignorer les faits rapportés.

Ces notions cliché de victime parfaite ou profil type d'agresseur, influent sur la psychologie des victimes et biaisent les verdicts de justice.

Nombreuses sont celles qui ne vont pas se reconnaître dans cette fausse définition, ressentir une culpabilité injustifiée et ignorer ou minimiser le préjudice subi. Nombreuses sont celles qui ne déposeront pas plainte par peur de représailles, du jugement et du traitement imposés par leurs proches et par l'institution recueillant les plaintes ou le système judiciaire.

En effet, l'ère post-MeToo relate publiquement et plus régulièrement qu'auparavant des faits d'intimidation de la victime, de sa non prise au sérieux et bien malheureusement de sa culpabilisation par ses proches, les services policiers et judiciaires. On pourra

Zoom

Aux origines de #MeToo : rappels sur l'affaire Weinstein

Incarcéré depuis 2020, le producteur de cinéma purge une peine de 23 ans et encourt jusqu'à 140 ans supplémentaires. Au moins 90 femmes l'accusent et ce n'est que le début. En effet, il sera également inculpé au Royaume-Uni pour des faits d'agressions sexuelles survenus en 1996.

Harvey Weinstein, co-créateur de Miramax, fait et défait les carrières. Connu comme très colérique et vulgaire, tout le milieu tournait autour de lui et rares sont celles ou ceux qui osaient le contredire. Son mode opératoire : invitation à signer un contrat dans sa chambre d'hôtel, puis une fois seul-es, agressions sexuelles

et viols. Le scénario se répétait et n'était pas un secret. Mais Weinstein était un Goliath dans un monde de David, il entretenait son intouchabilité. Il achetait le silence de ses victimes et menaçait la carrière de celles qui parleraient. Ce sont deux enquêtes d'octobre 2017 qui le font basculer, libérant la parole de dizaines de femmes qui dénoncent des viols, agressions ou menaces. Leur courage a provoqué un raz de marée dans le monde entier et a lancé #MeToo. Nos sociétés s'en trouvent profondément changées et c'est en partie grâce à cette affaire qu'on parle plus de féminisme.



citer les phrases stéréotypées relatant une « tenue indécente », de « mœurs dépravées », les questions sur l'incohérence des faits décrits, son absence de réaction ou de blessures visibles, la conséquence de ses propos sur la réputation de l'agresseur et autres non-sens. On se rappelle aussi les exemples de ces policiers, insultant et jugeant par téléphone la personne ayant porté plainte pour agression sexuelle, ou les plaintes pour violences conjugales refusées car le mari de la victime était policier (2022).

Comme si être victime de tels actes n'était pas suffisant, dénoncer son agresseur s'avère encore être une épreuve supplémentaire. Décrire les faits subis est suffisamment pénible. Devoir le répéter encore et encore, revivre les faits par une mise en situation, être questionnée sur les moindres détails, le tout sous la responsabilité de personnes non sensibilisées et prenant partie dans les propos des victimes est un deuxième préjudice.

De ce sujet est né en 2021 #DoublePeine sous l'impulsion de la militante féministe Anna Toumazoff ainsi que le site Doublepeine.fr. Une semaine après sa parution, on recense plus de 27 000 mentions et 400 témoignages recueillis les 15 premiers jours.

Cela fait écho au diagnostic sur l'accueil des femmes victimes de violences conjugales et/ou sexuelles et l'évaluation du danger dans trois commissariats de Paris commandé par la préfecture, document discrètement publié en 2022 sous la pression d'élues féministes, 3 ans après sa remise au préfet de Police qui avait tenté de l'enterrer en raison de ses conclusions effroyables.

Celui-ci décrit que « moins d'1 femme victime de violences conjugales sur 5 a déposé plainte, et à peine 1 femme victime de violences sexuelles sur 10 a fait cette démarche ». Les victimes se présentant au commissariat pour déposer plainte renoncent au dernier moment dans minimum 1 cas sur 2.

Si l'aspect plainte du sujet a été survolé, reste encore le traitement judiciaire et pénal des affaires, qui s'apparente à une loterie. Une fois la plainte déposée, les victimes se retrouvent dans un flou juridique complet, sans communication de l'avancement de leur cas. Le temps passé entre le dépôt de plainte et le verdict final est très long, constituant une période durant laquelle la plaignante devra vivre avec cette charge sur la conscience.

Marine Turchi, dans son livre *Faute de preuves* (2021) met en avant les effectifs réduits alloués aux investigations de ces dossiers. Ainsi le service « Mineurs victimes » de l'Office central pour la répression des violences aux personnes compte 17 enquêteurs, alors que leurs homologues britanniques sont 321 et les Néerlandais 150. 61 % des mis en cause identifiés dans ces dossiers d'agression sexuelle sont considérés comme non poursuivables en raison de manque de preuves².

Globalement, 70 % des plaintes déposées sont classées sans suite et pour les 30 % restants, beaucoup se désistent en raison des frais d'avocat élevés, de crainte des répercussions ou de l'intimidation que représente la machinerie complexe du système judiciaire. Dans la part résiduelle, certaines plaintes seront déqualifiées, passant d'un viol (crime) à une agression sexuelle (délit). Les femmes ayant fait preuve d'un courage inouï malgré tous ces obstacles verront ainsi leur parole réduite et mise en doute pour servir les arguments de la défense de l'accusé.

Les sanctions, s'il y en a, sont disparates d'une affaire à une autre, trop légères ou inefficaces. C'est le cas du dispositif anti-rapprochement utilisé dans les cas de violences conjugales. Outil pertinent en apparence, son application est soumise au consentement de l'agresseur et seulement 245 bracelets étaient activés en 2021 (sur les 3000 prévus).

Comme le dresse ce constat piteux, la parole des victimes est plus libérée sur les réseaux sociaux mais sa prise en compte reste inchangée à l'échelle judiciaire. Un long chemin reste à faire en commençant par la formation des services de police. Mais gardons espoir ! L'Espagne a adopté en 2022 la loi Solo si es si (Seul un oui est un oui) ajoutant la notion de consentement explicite. Là-bas, le silence ou la passivité ne sont pas synonymes de consentement.

Espérons que la « Grande cause du quinquennat Macron » version 2 prenne exemple sur des pays plus progressistes.

1. <https://cutt.ly/XZaAs2Z>

2. (2020 - la lettre de l'Observatoire des violences faites aux femmes) : <https://cutt.ly/gZaSsi8>

TUILLE PICHOT

#METOO AVANT | APRÈS : Évolution du traitement MÉDIATIQUE des affaires SEXISTES et sexuelles

1.7 millions de tweets et 85 pays : ce sont les deux chiffres remarquables suite à la première publication de #MeToo, mis en avant en 2017 par la libération de la parole de célébrités. Qu'en est-il vraiment de la libération de la parole de toutes ?

#MeToo a pris de l'ampleur au dernier trimestre 2017 : environ 3 millions de tweets y font référence. L'année 2018, #BalanceTonPorc comptabilise 930 000 tweets et #MeToo, 17,2 millions. Ce phénomène a également eu un impact important en dehors des réseaux sociaux. En effet, en octobre 2017, en France, les plaintes déposées pour violences sexuelles, harcèlement, agressions et viols ont augmenté de 30% en gendarmerie et 23% en hôtel de Police par rapport à 2016¹.

Cela dit, ce mouvement est longuement critiqué. On reconnaît les dires de Roman Polanski parlant d'« hystérie collective ». Un collectif d'une centaine de femmes célèbres publie une tribune intitulée « Nous défendons une liberté d'importuner, indispensable à la liberté sexuelle ». Signé notamment par Catherine Deneuve, Brigitte Lahaie ou encore Elisabeth Lévy, le texte accuse #MeToo de délation, de freiner la liberté de draguer, ou encore de limiter les rencontres dans les lieux publics, parce que les femmes se poseraient systématiquement en victimes selon les signataires.

Actuellement, les agresseurs sexuels reconnus pour leur « art » sont encore protégés par les médias et par leurs fans. Est ainsi souvent réapparu depuis 2017 le faux débat sur la séparation de

l'artiste de l'homme, comme à propos de Woody Allen et d'autres.

#MeToo a démontré que le monde médiatique (télévision, cinéma, radio...) est un outil essentiel dans la prise de conscience collective des violences sexistes et sexuelles encourues par les femmes dans différentes sphères (professionnelles, privées...). L'actrice Adèle Haenel s'exprimait à ce sujet en 2019 sur Médiapart : « Le silence est la meilleure façon de maintenir en place un ordre lié à l'oppression. Les gens qui n'ont pas accès à la parole sont les opprimés. C'est pour ça que c'est crucial de parler ! »

À présent, les agressions sont plus souvent relayées par l'ensemble des médias. Les termes employés ont évolué et montrent une ouverture des consciences. Comme pour la notion de consentement qui n'apparaissait pas ou peu auparavant.

On parle dorénavant de féminicides et non plus de crimes passionnels. Cela rend visible le caractère sexiste et systémique de l'acte. Les faits de harcèlement et de violences conjugales apparaissent plus fréquemment dans les journaux télévisés.

Lorsque les personnes incriminées sont connues, on doute encore plus qu'ils puissent être coupables. Les victimes sont en effet accusées de vouloir nuire à cette célébrité sous diverses

Zoom

En 2020, le Centre National de la Musique avait jeté un pavé dans la marre en imposant aux dirigeant·es de structures subventionnées de se former sur les violences sexuelles et sexistes. C'est un des effets très concrets de #MeToo dans la culture. À compter de janvier 2022, le spectacle vivant, pour être subventionné par le Ministère de la culture, doit s'engager à :

- 1 | Être en conformité avec les obligations du code du travail en matière de prévention contre le harcèlement et les violences sexistes et sexuelles (VHSS) ;
- 2 | Créer un dispositif interne de signalement efficace et traiter chaque signalement reçu ;

La culture après #MeToo

- 3 | Former dès 2022 la direction, l'encadrement, la direction des ressources humaines et les personnes référentes au recueil de la parole et à la gestion des situations de VHSS ;
- 4 | Sensibiliser les équipes et organiser la prévention des risques ;
- 5 | Engager un suivi et une évaluation des actions en matière de lutte contre les VHSS.

Expérimentée avant par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée, la règle a été étendue aux arts visuels et au livre. Elle pourrait l'être partout, et au-delà du Ministère, car la culture influe sur les imaginaires de toute la société. Elle peut aider à déconstruire les stéréotypes autour des violences sexistes et sexuelles et du harcèlement.

formes (vengeance, argent ou pour gagner en popularité). Ces hommes accusés ont souvent une image populaire dans les médias, par exemple PPDA sur TF1 ou Léo Grasset sur Youtube. Il y a une dissonance entre l'image qu'on a d'eux et les faits qui leurs sont reprochés.

La présomption d'innocence est alors souvent brandie par les accusés pour retourner la situation en leur faveur. À travers son livre « Défaire le discours sexiste dans les médias », Rose Lamy met en exergue cet illogisme. Les femmes « menteuses » et les hommes « faussement » accusés est un schéma issu de fables. Généralement, on imagine qu'un violeur est forcément asocial, malade mental et pauvre, c'est faux. D'un autre côté, il y a le mythe de la victime parfaite. C'est celle qui n'était pas trop dénudée, qui a une vie respectable, qui ne connaissait pas son agresseur et qui s'est défendue pour se protéger. Or, ce profil de victime n'existe pas réellement. On peut trouver dans la vie de chacune un élément qui est retourné contre elle.

Rose Lamy parle aussi des « victimes impossibles ». Ce sont les accusatrices jugées « pas assez belles pour être violées », phénomène amplifié lorsque l'accusé est riche, célèbre et qu'il pourrait « avoir mieux ».

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces histoires et cette présentation des féminicides ou des agressions sexuelles est tout à fait commune. C'était d'autant plus le cas avant #MeToo. Mais aujourd'hui, les tournures de phrases et la place de la parole des victimes prennent plus d'ampleur. Les luttes féministes payent et permettent de se rendre compte du sexisme environnant.

En 2003, les médias étaient bien plus complaisants envers les meurtriers, par exemple avec Bertrand Cantat, qui a assassiné sa compagne, Marie Trintignant. Malgré ses aveux, le chanteur qui a porté 19 coups dont 7 à la tête de sa victime a reçu majoritairement de la compassion du public. La victime, finalement, on en parle très peu. Sa mort serait presque préférable au sort de son bourreau d'après ce qui ressort des articles de l'époque. Pire, la culpabilité est retournée par l'avocat du coupable prétextant la fragilité physique de



la victime qui l'aurait empêché de supporter ces nombreux coups !

Aujourd'hui, la parole des victimes est recueillie dans les médias, ce qui entraîne un certain mécontentement, voire de la haine de la part d'hommes, sous couvert de défendre la présomption d'innocence. Cette parole est pourtant nécessaire afin d'exposer une autre version des faits que de ceux des accusés clamant leur innocence. La parole de la victime est réprimée au prétexte qu'elle pourrait ruiner une carrière.

La parole féministe est encore très vivement critiquée. S'affirmer « féministe » est un pas parfois difficile à faire en raison de la méfiance constante contre les idées en faveur des droits des femmes et de leur dignité. Le féminisme cacherait en outre le projet révoltant de vouloir écraser les hommes. Ainsi, on observe maintenant des réactions

anti-féministes virulentes, appelées *backlash* (ou retour de bâton) pour décrédibiliser le mouvement et déconstruire nos droits. La journaliste Susan Faludi aborde la première ce concept dans son essai du même nom. À chaque avancée féministe, aussi microscopique soit-elle, il y a une réponse disproportionnée de la part des dominants, une forme de vengeance afin de faire taire les féministes. Les derniers exemples les plus parlants : le procès pour diffamation d'Amber Heard contre Johnny Depp (pourant reconnu coupable dans un autre procès en Angleterre de 14 faits de violences conjugales) et le recul du droit à l'avortement aux États-Unis.

1. Décompte fourni par le Ministère de l'Intérieur novembre 2017

CLARA LIÉNARD & TUILLE PICHOT

Ce que #METOO change dans la société : parlons



CONSENTEMENT, & DÉSIR

#MeToo est assez inédit. Il est mené par des femmes, de tous milieux et pays. De fait, elles ont embarqué la société. Dénonçant les violences sexistes et sexuelles subies et les agresseurs qui les ont commises, elles ont remis au centre de débats populaires les rapports de domination, de séduction.

#MeToo circulant surtout via les réseaux sociaux, ces débats ont lieu par écrit, à travers les mots. On a lu des témoignages de soutien. Mais aussi des mots qui mettent en doute la parole des femmes : « elle était consentante ». Alors revenons sur consentement et désir, à leurs définitions.

Consentir : accepter que quelque chose se fasse, accorder un avantage à quelqu'un, acquiescer. Synonymes : concéder, admettre, permettre. Autrement dit, c'est accepter de suivre ce que quelqu'un-e d'autre désire. On est consentante quand on répond oui à une demande.

Désirer : souhaiter pour soi ou pour autrui la réalisation, la jouissance de quelque chose. Synonymes : avoir envie de, ambitionner de.

Mais tu étais consentante !

Si le mot consentement est maintenant courant, les féministes ont repéré le piège¹. En effet, dans notre société encore patriarcale, on s'attend à ce que ce soient les hommes qui proposent et les femmes qui consentent à leurs propositions. En particulier dans le domaine sexuel.

Le problème, c'est qu'une relation ne doit pas être seulement consentie, mais désirée. Or, la « boussole intérieure » des femmes, celle qui nous permet d'être à l'écoute de nos désirs, est souvent torpillée. Un consentement peut être extorqué par pression psychologique, pression sociale, parfois assez subtile, qui dure des mois et nous amène à aller contre nous-même pour finalement accepter les désirs de l'autre. Un consentement peut être marchandisé : ils nous font miroiter quelque chose pour que l'on consente. La pornographie brouille aussi le consentement et empêche les femmes d'apprendre à repérer les signes physiques et émotionnels de leurs propres désirs. Dans le porno, le consentement est mimé, on nous fait croire que la femme a envie de ce que « l'acteur » lui impose, qu'elle « aime ça ». Et tout est fait pour cacher qu'un

contrat a été passé, voire même un échange d'argent, achetant le consentement de femmes souvent précaires.

La société s'agite sur l'âge à partir duquel une fille ou une femme serait consentante. En théorie la notion de consentement est bien un outil juridique utile, notamment pour prouver une agression sexuelle ou un viol. Sauf que dès l'enfance, tout concourt à ce que les filles soient empêchées de développer cette capacité à ressentir « quand ça fait oui à l'intérieur » et à se fier à cette boussole personnelle. L'enjeu se situe donc et dans l'âge et dans la capacité à différencier consentement et désir.

Alors il nous faut rappeler que dans une relation, en cas de doute, nous avons le droit de dire non. À tout moment. Quand ça nous fait seulement « peut-être » ou « pourquoi pas » en dedans, ce n'est pas un oui, c'est qu'on ne désire pas vraiment ce qui nous est proposé. Si on se dit « il faut que je le fasse, sinon elle ou il ne m'aimera plus » ou « sinon il dira que je suis coincée », on perd de vue nos propres désirs.

Finalement, « consentement », c'est un mot qui piège facilement dans des relations non désirées. D'ailleurs, l'expression « qui ne dit mot consent » sous-entend qu'on peut être considérée comme consentante si on se tait. Alors qu'on peut se taire parce qu'on est paralysée par la peur ou parce que l'on n'ose pas réagir, qu'on a peur d'être ridicule... alors même qu'on n'a pas envie de ce qui est en train de se passer.

Pour que #MeToo bénéficie à toute la société, nous avons besoin de définitions claires et appliquées de ces mots.

1. Voir *Petit guide pour une sexualité féministe et épanouie*, disponible en livre, en site et page Instagram www.lesfrangines.olf.site

Donella Meadows,

De l'ombre CLIMATIQUE à la lumière FÉMINISTE

Il n'y a pas de faits connus ou d'écrits montrant qu'elle aurait milité pour les droits des femmes, pourquoi lui rendre femmage ?

Donella Hager Meadows (1941-2001) était écologue, enseignante, autrice. Si elle ne se revendiquait pas féministe, son travail et les héritages qu'elle transmet le sont. Parce qu'elle est une des rares femmes à avoir mené une carrière scientifique de près de 40 ans sur l'écologie et le climat, dont on redécouvre l'importance. Parce qu'elle a étudié les conséquences écologiques de la croissance économique, la limitation des ressources et l'évolution démographique. Sujets de luttes féministes, dénoncés en d'autres mots : exploitation des terres, du travail des femmes, mise sous contrôle de nos corps. Parce qu'elle et son travail ont été éclipsés derrière son mari - Dennis Meadows, chercheur - et mis dans l'ombre d'autres hommes. Donella Meadows est l'autrice, avec Dennis Meadows, Jorgen Randers et William Behrens du rapport *Les limites à la croissance*, publié en 1972. Cette étude présente des scénarios répondant à une question : combien de temps l'humanité peut-elle continuer à croître et à consommer à ce rythme ? Elle rappelle un principe clé, la planète Terre est un monde fini, c'est-à-dire que la quantité de ressources (eau douce, pétrole, etc) n'est pas infinie. Les scénarios lient trois paramètres :

- la quantité d'humain-es,
- les capacités de productions agricole et industrielle,
- les effets négatifs (pollutions, effet de serre, etc), comme positifs (santé, éducation, ...) de la croissance.

Les conclusions du rapport et de ses actualisations (1992, 2004, 2012) sont inquiétantes. La population et les capacités de



production ne pourront pas croître au-delà de l'année 2100 car elles se heurtent aux limites terriennes. Courir après une croissance infinie dans un monde fini est sans issue. Pas de surprise, au même moment, les écoféministes se font entendre. Ces travaux scientifiques rejoignent ce que des féministes dénoncent depuis longtemps, et nous encore aujourd'hui.

Donella s'est intéressée à la démographie. Ce sujet revient dans l'actu, souvent détourné ou carrément récupéré par les misogynes et racistes, autour d'une question : est-ce qu'il y a une surpopulation mondiale ? Ce que Jean-Mi Discussiondecomptoir raccourcit en « il faut limiter le nombre de naissances. surtout en Afrique ». L'approche de Donella n'est pas en soi féministe mais nous éclaire, notamment sur le poids des inégalités. Il y a en théorie un nombre d'humain-es maximum que notre Terre aux ressources limitées peut supporter. Sauf que 1 américain riche émet autant de dioxyde de carbone

(principal gaz responsable du réchauffement climatique) que 6 français-es pauvres, que 10 rwandais-es riches et plus que 240 rwandais-es pauvres, qui sont en majorité des femmes. Autrement dit, l'enjeu est moins de contrôler les corps des femmes que de lutter contre cette domination masculine qui détruit tout. Jean-Mi devrait se demander combien de personnes ayant adopté un mode de vie soutenable peuvent vivre en même temps sur Terre, ça pourrait l'amener au féminisme.

Donella Meadows et son travail sont notre matricule, qu'on peut saisir, en connaissant ses limites ou plutôt le contexte dans lequel il est situé : mené en 1970, 80, 90, par une américaine, blanche de peau, hétérosexuelle mariée, vivant un quotidien plutôt aisé. Il est complémentaire des cris écoféministes des Indiennes, de Greta Thunberg depuis la Suède, de Vanessa Nakate en Ouganda et beaucoup d'autres !

INTERVIEW

« Le latent doit devenir **MANIFESTE**, c'est ça le rôle du **FÉMINISME** »



Michelle Perrot, interviewée par Anaïs Gal, le 25 mai 2022.

Michelle Perrot est précurseuse : elle ouvre en 1973 le premier cours sur l'histoire des femmes à la fac de Jussieu. Historienne du genre et des inégalités, elle a co-dirigé 5 volumes sur l'histoire des femmes en Occident. Résolument féministe, Michelle Perrot, qui déclare avoir « pensé le social avant de penser femmes », n'a eu de cesse de poser les questions nécessaires pour écrire l'histoire de celles qui n'étaient pas de facto dans la grande Histoire.

Quelles ont été les réactions à la création de votre cours à Jussieu ?

Ça a été un étonnement de la part des garçons qui avaient peur que l'on détourne les filles de la Révolution. Dans le milieu professionnel, bien que très soutenue par Jussieu, il y avait un peu de condescendance, avec l'idée que l'Histoire féministe serait partielle et partielle, engagée ou idéologique. Ce n'était pas le cas, l'équipe était constituée d'historiennes professionnelles. Il s'agissait d'introduire l'Histoire dans un récit qui avait oublié les femmes.

Cette prise de conscience du genre, que change-t-elle quant à l'invisibilisation des femmes ?

Il y a des progrès incontestables par rapport à ma génération. Si on prend MeToo, l'intime a été défendu par les femmes avec d'autant plus de force qu'elles ont su s'emparer des moyens de communication. La différence avec les années 70 est remarquable. On parlait certes de contraception mais on ne parlait pas d'intimité. Dans les structures de pouvoir par contre on n'en a pas fini ! Le système qu'on appelle domination masculine ou patriarcat tient toujours. Comment s'en étonner puisqu'il existe depuis les origines du monde. C'est long parce qu'il faut que ça change dans les têtes.

Reste-t-il des champs non couverts dans l'histoire des femmes ?

On ne cesse de découvrir des femmes, des histoires de vie qu'on a envie de recueillir, notamment dans les milieux où on ne s'exprime pas beaucoup par l'écriture : les domestiques, paysannes, ouvrières, auxquelles personne ne pense. Cela fait émerger des mémoires, des vies qui changent le regard aussi sur le féminisme, lequel était à l'origine porté par celles qui pouvaient lire et écrire. C'est important de savoir comment les femmes ont vécu la domination masculine. Cette infra-Histoire des femmes est peut-être une des choses majeures dans l'évolution des sociétés. Et il faut sortir de l'Hexagone, faire l'Histoire des femmes esclaves, colonisées, au Maghreb, en Afrique. Faire l'Histoire des femmes dans les migrations est essentiel.

Les récentes crises Gilets Jaunes et Covid ont remis en évidence les inégalités qui pèsent sur les femmes.

Les inégalités persistent, notamment dans la sphère domestique, familiale. Continuons à le souligner car cela a des effets sur les carrières des femmes, comme les temps partiels qui sont autant une possibilité qu'un renoncement. C'est comme si les femmes payaient le prix de leur liberté, notamment en cas de séparations. Cela est insupportable : c'est comme si on disait, « tu l'as bien cherché, débrouille-toi avec ! ». Le droit familial, les droits des femmes devraient évoluer. Le juridique est très important pour régler les rapports de sexes et déconstruire les genres. Certes il faut que les droits formels deviennent des droits réels, mais il n'y a qu'en s'appuyant sur des textes de loi que l'on peut changer les choses.

On serait tentées de se satisfaire des progrès accomplis depuis 1970. Est-ce une bonne raison de se dire que c'est mieux quand c'est « moins pire » ?

Ça serait très dommage que les jeunes générations se limitent à ça. Elles ont à faire et écrire leur histoire. Au point où elles sont, c'est intéressant de voir d'où elles viennent : mais pas pour se cantonner à l'autosatisfaction. Préservons ce qu'on a acquis : c'est fondamental, et en voyant ce qui se passe aux États-Unis en matière de droits à l'avortement, on mesure la fragilité des acquis. Bien entendu, cela n'exclut pas d'aller plus loin. Regardons aussi ce qui ne va pas, là où ça cloche, pour agir en conséquence.

Quelle est votre vision de la manière dont les féministes s'emparent de ces sujets aujourd'hui ?

J'admire beaucoup les féministes d'aujourd'hui ! Se dire féministe est plus répandu qu'il y a 30 ou 40 ans : les femmes se disent féministes quel que soit leur milieu car beaucoup travaillent et se heurtent *de facto* aux inégalités. Il y a peut-être un sens de la solidarité, au moins latent, plus grand chez les femmes que chez les hommes aujourd'hui. Les plus individualistes, ce sont probablement les hommes. Mais le latent doit devenir manifeste, c'est ça le rôle du féminisme.

Comment expliquer les retours en arrière auxquels nous assistons ?

La contestation de la « différence des sexes » a toujours fait frémir, du point de vue biologique comme social. Il y a des enjeux forts expliquant pourquoi la notion de genres, qui se construisent par les cultures et l'histoire, a été contestée. Cela réveille des peurs archaïques. Les féministes veulent dépasser ces frontières. En réaction nous avons les masculinistes : des idéologues qui mettent le masculin comme qualité fondamentale pour l'identité et la société. Mais je pense que les jeunes générations changent. Et il faut continuer en ce sens et miser sur l'éducation, l'importance des médias et de tout ce qui fabrique la culture. Il faut changer les représentations et cela prend beaucoup de temps.

Quel message aimeriez-vous délivrer aux jeunes femmes (et hommes) de 2022 ?

Je les inciterais à ne pas avoir peur : allez-y, vous êtes jeunes, profitez-en pour ne pas vous mettre de barrières : c'est vous qui allez faire l'Histoire ! Ça veut dire beaucoup de curiosité aux autres dans leurs diversités, sans barrière liée aux sexes, genres, religions. Aux filles, je dirais de ne pas borner leurs ambitions. Aux garçons, je dirais qu'ils existent dans leur identité d'homme mais que cette identité n'est pas forcément la force, la performance, le triomphe, le pouvoir. Et qu'ils se posent la question de ce qu'est une femme. Je leur dirais : allez de l'avant !

Organisation

EQUIPOP : une association de solidarité internationale, pour les droits et la santé des femmes et des filles

La vision d'Equipop est résolument féministe : un monde où les droits de toutes les personnes, indépendamment de leur sexe et genre, sont respectés, y compris leurs droits sexuels et reproductifs. Et où la participation active de toutes et tous à la construction de sociétés justes et durables est assurée. Avec des bureaux à Dakar, Ouagadougou et Paris, son action est triple :

- Soutenir les actrices du changement : Equipop appuie une cinquantaine d'associations en France et en Afrique de l'Ouest, et nourrit des partenariats avec des jeunes féministes.
- Le plaidoyer : Equipop adresse les élu·es pour qu'ils et elles s'engagent en faveur des droits et de la santé des femmes,

et les tiennent. L'association promeut une approche féministe des politiques publiques, notamment en matière de politiques étrangères.

- Conduire des projets et produire des connaissances : Equipop coordonne des projets, par exemple sur les violences gynécologiques et obstétricales, les droits contraceptifs des jeunes ou encore la participation des femmes en politique. Les connaissances tirées de ces projets alimentent son plaidoyer.

Equipop croit beaucoup en l'action collective. Elle anime des espaces de partage de connaissances et d'expériences comme les rencontres « Féminismes et Santé » ou « Sororités francophones ». Elle participe à différents collectifs comme AWID, Nous

Toutes ou Coordination Sud. Equipop a noué beaucoup de partenariats en France et à l'international mais de nombreuses alliances sont encore à créer pour maintenir ce contre-pouvoir de la société civile, essentiel à l'égalité !

Envie de militer ? Où que vous soyez, vous pouvez rejoindre Equipop pour rendre visibles les droits et l'égalité sur les réseaux sociaux, participer à des festivals, rencontres ou actions de sensibilisation, à des rendez-vous et des campagnes d'interpellation des décideurs.

Devenir membre : envoyez un message à membres@equipop.org, vous serez recontacté·e ! Faire un don : <https://equipop.org/nous-soutenir/>

**EQUI
POP.
ORG**

ANAFS

The Wilds : sororité sauvage sur une île déserte

À l'occasion de la sortie de la deuxième saison de la série en mai, retour sur une pépite féministe en huis clos survivaliste qui n'a rien à envier à la série *Lost* : les disparus (2004). Par cette série, on assiste à l'émergence fictive d'une société matriarcale. Or, le matriarcat n'est pas une fiction, il a existé et perduré à travers le globe à l'instar des Moso, une ethnie dans l'Himalaya.

Créée par Sarah Streicher et composée d'un casting quasi entièrement féminin, ce qui est assez rare pour être souligné, la première saison de 2020 suit un groupe de 9 jeunes femmes bloquées sur une île déserte à la suite d'un crash aérien dans les eaux du Pacifique. Comme dans *Lost*, de nombreux mystères habitent l'île, mais la série se veut être le lieu d'une expérimentation sociale essentielle à l'avenir du féminisme. Elle pose la question du séparatisme et du matriarcat : les femmes seraient-elles plus aptes que les hommes à s'organiser équitablement, communiquer et parlementer dans leur système communautaire si le patriarcat venait à être renversé ?

Au cours de la saison, on observe une lente déconstruction des schémas patriarcaux au sein du groupe. Malgré de nombreuses difficultés rencontrées par les adolescentes, face aux doutes et soupçons, aucune n'assume un rôle de cheffe. Aucune hiérarchie n'apparaît, il s'agit plutôt d'une collaboration égalitaire et solidaire. Au détour d'un périple de 10 km pour une source d'eau par exemple, la sororité se développe entre elles.

Le personnage de Shelby Goodkind (Mia Healey) affronte ses démons intérieurs. Venant d'une famille très protestante et traditionnelle, elle est nourrie aux concours de beauté et à la glorification de la virginité, et lutte contre cette image de *little miss perfect* qui lui colle à la peau. Son histoire nous parle également de la lourde homophobie intériorisée qui se lie souvent

aux religions. Attirée par la liberté d'une Toni Shalfoe (Erana James) passionnée, elle se cherche et se retrouve au-delà d'un masque social, ce qui permet à leur relation de fleurir malgré les croyances.

Nous faisons aussi la connaissance de Martha Blackburn (Jenna Clause), jeune femme solaire aux origines amérindiennes. Les flashbacks révèlent subtilement les agressions sexuelles qu'elle a subies quand elle était enfant par son médecin. Quand celui-ci est accusé par plusieurs autres jeunes femmes, Martha rejette en bloc les accusations, montrant un mécanisme de protection mais surtout le témoignage d'une emprise incontestable des années après le traumatisme. Cette révélation réactive sa mémoire traumatique. La série prend le parti de ne pas montrer de violence et pourtant l'effet chez les spectateurs et spectatrices reste tout aussi poignant.

Le récit des violences sexuelles se fait par le partage de deux expériences avec, notamment, l'introduction d'un groupe de garçons en saison 2. En effet, Josh Herbert (Nicholas Coombe), le souffre-douleur est agressé sexuellement par un garçon de l'île. Cette fois-ci, la scène est violente et son retentissement immédiat avec une confrontation directe de l'agresseur et une condamnation.

La série aborde également l'anorexie mentale à travers Rachel Reid (Reign Edwards) et propose une représentation autistique avec Nora Reid (Helena Howard). Chaque personnage mène en fait une lutte intérieure que les autres ignorent !



OSEZ LE FÉMINISME !

se bat au quotidien pour l'égalité, avec ténacité, humour et toute l'énergie de ses bénévoles. Vos soutiens sont indispensables pour organiser nos actions féministes tout au long de l'année. Grâce à vos dons, nous allons féminiser le monde !

Osez le Féminisme ! est une association reconnue d'intérêt général et vos dons seront donc déductibles de vos impôts à hauteur de 66%.

Grâce à cette déduction fiscale un don de 100€ vous revient à 34€, un don de 50€ vous revient à 17€ et un don de 15€ ne vous coûte finalement que 5€.

www.osezlefeminisme.fr
contact@osezlefeminisme.fr

Envoie par courrier à cette adresse :
Maison de la Vie Associative et Citoyenne,
22, rue Deparcieux
75014 Paris

Suivez nous



Illustration : Alice D - Graphisme : Estelle Grossias

Chronique du sexisme ordinaire

BARBIE, UN JOUET INOFFENSIF ?



Nous la connaissons toutes et tous pour ses cheveux blonds et ses yeux bleus. Plus qu'un jouet en plastique, Barbie est devenue une icône. La célèbre poupée créée en 1959, a évolué au fil du siècle dernier (couleurs de cheveux, de peau, métiers, morphologie, etc). Il y a depuis 2020 des Barbie en fauteuil roulant, un Ken atteint de vitiligo et un avec des cheveux longs. Mais sous couvert de progressisme, la large gamme a surtout permis à l'enseigne Mattel de faire son plein de ventes à travers le monde.

Le physique de Barbie reste stéréotypé et sexualisé (taille fine, jambes longues, poitrine et fesses accentuées et uniformes, cheveux longs, visage enfantin) et brouille la réalité. Par exemple, c'est une femme adulte mais elle n'a aucun poil. Elle est aussi souvent présentée nue et le principe est de pouvoir la déshabiller pour changer son look.

Les petites filles à qui l'on offre une Barbie veulent lui ressembler. Et nombre de garçons ne peuvent pas jouer à Barbie car dans l'imaginaire collectif, c'est un jouet pour fille. Derrière quoi il faut comprendre que les garçons ne devraient pas « s'abaisser » à utiliser ce qui est destiné aux filles. Résultat : Barbie renforce les stéréotypes de genre. C'est-à-dire qu'elle pousse filles et garçons à reproduire les attitudes et choix qui sont considérés comme correspondant bien à ce que la société considère comme féminin et masculin.

Barbie envoie un message aux filles : il faut se préoccuper de son apparence, de son look, se maquiller, voire être sexy, pouvoir défiler en robe, parader, être évaluée. Que le standard soit Kim Kardashian ou un autre, être sexy, prioriser l'apparence physique et se soumettre au regard masculin ne devrait pas être la préoccupation d'une

enfant. Sous la forme d'un jouet, Barbie encourage donc à considérer les femmes et leurs corps comme des objets et accentue le phénomène d'hypersexualisation des petites filles.

Finalement, est-ce que ce large panel de Barbie ne serait pas du *féminisme washing* ? Certes, elles sont de plus en plus différentes et la marque semble vouloir être plus inclusive. Mais ce n'est pas ce qui provoque l'admiration, contrairement à un corps aux mensurations impossibles et considéré comme parfait. Après 60 ans d'existence, si la diversité est un succès commercial, d'un point de vue féministe le jouet Barbie est bien encore une icône de la culture sexiste : elle renforce les stéréotypes de genres, encourage l'objectification des femmes et l'hypersexualisation des filles.

Océane H et Clara Liénard



Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

Ville : _____
Date de naissance : _____
Téléphone : _____
Mail : _____
Signature : _____

FAITES UN DON !



Je donne une fois :

20€ 30€ 50€ 100€

Autre montant : _____ €

Paiement : Espèces Chèque

Je donne tous les mois :

Rendez-vous sur notre page :

<http://osezlefeminisme.fr/soutenir/>

“ Parce que nous considérons que l’émancipation de toutes et tous passe par l’égalité femmes-hommes, nous nous rassemblons, militantes et militants, pour prendre part au combat féministe, à la lutte contre les violences masculines envers les femmes et les filles et contre le système de domination qu’est le patriarcat. Nous défendons les droits universels et inaliénables de toutes les femmes, dans leur spécificité. L’analyse de l’imbrication des structures d’oppression, patriarcat, racisme, et capitalisme, doit être au coeur de notre militantisme pour ne laisser aucune femme de côté. ”

Les campagnes et actions d’Osez le féminisme ! existent grâce à l’engagement de militant·es bénévoles qui donnent de leur temps, partagent leurs compétences au service de nos combats féministes. Vous aussi, vous pouvez vous engager, il y a certainement une antenne près de chez vous :



Comité de rédaction :

Anne-lise Rias

Logo :

Mila Jeudy

Maquette :

Lucie Conteville
lucieconteville.com

Éditrice :

Osez le féminisme !

Directrice de publication :

Alyssa Ahrabare

Dépôt légal :

Bibliothèque Nationale de France, ISSN2107-0202 –

Imprimerie :

Online Printers

RECRUTEMENT NOUVELLES AUTRICES

Le Groupe Journal recrute de nouvelles participantes pour écriture et/ou relecture des articles. Nouvelles adhérentes bienvenues !

Les réunions se font en ligne et sont donc accessibles partout en France, même s’il n’y a pas d’antenne OLF là où vous habitez. Faites passer le mot autour de vous !

Envoyez vos coordonnées : contact@osezlefeminisme.fr